Politiques de Rousseau et politiques de Robespierre : faux semblants et vrais miroirs déformés

La question du Pauvre au cœur de la cité républicaine

Pierre Serna

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/1413>

DOI : 10.4000/lrf.1413

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Pierre Serna, « Politiques de Rousseau et politiques de Robespierre : faux semblants et vrais miroirs déformés », *La Révolution française* [En ligne], 9 | 2015, mis en ligne le 14 novembre 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/1413> ; DOI : 10.4000/lrf.1413

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

© La Révolution française

Politiques de Rousseau et politiques de Robespierre : faux semblants et vrais miroirs déformés

La question du Pauvre au cœur de la cité républicaine

Pierre Serna

---

16 NOVEMBRE 2015

Introduction : Rousseau au Panthéon de la République

- 1 Le 25 germinal an II (14 avril 1794), une délégation de la commune de Franciade (anciennement Saint Denis), accompagnée de la veuve de Jean-Jacques Rousseau, se présente à la barre de la Convention nationale et demande que les cendres du célèbre philosophe soient déposées au Panthéon¹.
- 2 La pétition rédigée dans un style éloquent, présente Rousseau comme « l'ami des mœurs, grand apôtre des vertus sociales, célèbre défenseur de l'égalité. » Il s'agit, en ce printemps du gouvernement révolutionnaire, d'associer le philosophe à la vaste entreprise d'acculturation républicaine qui accompagne la politique d'une partie du Comité de Salut Public autour de Robespierre, tentant de fonder un nouveau régime. Le corps de Rousseau occupe un espace concret et imaginaire à la fois et devient par là même une figure possible de la Révolution républicaine en marche. Ses restes sont retenus par un homme, Girardin qui voudrait les garder pour lui, comme au « temps des privilèges et des droits injustes » alors que la délégation populaire affirme explicitement que le corps de Rousseau qui combattit toute sa vie pour l'éducation et le bonheur du plus grand nombre, doit devenir « propriété nationale. » Reprenant les propos des citoyens qui ont eu droit aux honneurs de la barre, le président confirme que les « cendres appartiennent à la nation entière » et constate que « nulle part Jean-Jacques ne pouvait être dignement honoré que chez le peuple qui le premier avait proclamé et établi la liberté et l'égalité. » A la suite, le député Lequinio demande que la Convention décrète la translation des cendres de Rousseau au Panthéon français, requête d'autant plus appuyée par le montagnard Jean

Debry en faveur de « l'auteur de *l'Emile* et *Du contrat social* » que la Convention vient de déjouer « une faction qui avait pour dogme affreux l'athéisme et voulait nous ramener sous le joug du despotisme. » De façon abrupte, le réel de la répression revient et c'est Rousseau qui sert d'alibi à la légitimité de l'élimination des Dantonistes et des Hébertistes. Quelques semaines auparavant, les deux factions ont subi le soupçon de vouloir démoraliser le peuple en prônant, pour des raisons différentes, un athéisme incivique. Ombre inquiétante de la guillotine et jeu politicien de la récupération du philosophe décédé opèrent déjà... Le décret qui suit affirme la volonté de la Convention de voir les cendres transférées après que le comité d'instruction civique aura fait son rapport.

- 3 Ce n'est qu'au mois de septembre après la crise de Thermidor, et l'élimination de Robespierre et de ses proches, que l'affaire se précipite et la préparation de la cérémonie s'accélère. Il convient de rendre compte du remarquable discours que Lakanal fait au nom du comité d'instruction car il constitue une synthèse lumineuse de l'omniprésence de Rousseau dans la geste révolutionnaire et républicaine à la fois.
- 4 Le discours prononcé à la Convention le 17 vendémiaire an III, (15 septembre 1794) commence par reconnaître « l'influence journalière du philosophe genevois sur les progrès de la morale publique », corroborant cinq années d'actions politiques qui ont vu très souvent le nom du philosophe jouer le rôle de caution, d'autorité et constituer une référence partagée, convoitée². Ces années ne sont que la poursuite d'une longue maturation. L'orateur ne manque pas de rappeler que la génération qui a fait la révolution a grandi et a été formée par la pensée de Rousseau « pour ainsi dire élevée par lui. » Il n'est que trop juste dans ces conditions, que la République entière appelle celui qui fut le père spirituel des acteurs de 1789 et de 1792 à entrer dans son temple. Subtile, la suite du discours construit un portrait en creux des vertus du philosophe solitaire en l'opposant point par point à Mirabeau, le premier orateur de la Révolution trop vite Panthéonisé, puis voué aux gémonies de la République. Gloire, éloquence, triomphe de paroles ont subjugué un peuple novice. Pourtant, sitôt mort, « les vices, les talents avilis et les vertus imaginaires » du noble révolutionnaire sont apparus au grand jour, appelant la juste vengeance des citoyens. Tout au contraire, Rousseau a vécu dans l'ombre, le silence, la solitude, mais « il proclama l'égalité naturelle, détruisit le préjugé de noblesse [...] Il nous apprit à honorer le travail, la pauvreté, le malheur, à chercher dans l'humble atelier ou dans la chaumière obscure les vertus, les mœurs, la véritable dignité, comme le vrai bonheur. » Lakanal vient de pointer le legs de papier laissé par Jean-Jacques Rousseau que les députés des différentes assemblées depuis 1789 ont essayé de rendre réel : vertus, mœurs, bonheurs, travail, dignité.
- 5 Où ces qualités ont-elles été apprises et comment ? Lakanal poursuit son impeccable démonstration. C'est dans *Du contrat social*³ et dans les autres écrits politiques que Rousseau remonta à « l'essence primitive des associations humaines. » Pourtant Lakanal ne tombe pas dans l'hagiographie simplement dithyrambique et démonte avec une grande lucidité historique le mécanisme qui a mis Rousseau à l'ordre du jour de la Révolution. Il faut bien le reconnaître : *Du contrat social* produisit alors peu d'effets, car quasiment personne ne pouvait le comprendre. En revanche, il fallait donc « qu'un autre ouvrage nous amenât à la Révolution... et cet ouvrage c'est *Emile*, le seul code d'éducation sanctionné par la nature. » Perspicace, Lakanal montre l'impact bien supérieur d'*Emile*⁴ sur la France prérévolutionnaire, et affine son analyse. *Emile*, sans fureur, sans violence, a délivré l'enfance des liens barbares, de l'instruction servile, en prônant la raison, la vertu, le tribunal de la nature, les principes sages et dignes de l'homme. L'ouvrage a opéré avant

1789, « une révolution immense dans nos institutions, et dans nos mœurs », condition *sine qua non* pour réaliser « la régénération prochaine. » En transformant l'amour maternel et en commandant que les mères nourrissent leurs enfants, Lakanal soutient que Rousseau avait transformé le fondement social de la famille construite sur l'amour maternel et non plus sur la seule autorité du père, et prépara ainsi le moyen le plus efficace de renverser l'Ancien Régime. Le Conventionnel⁵ se place de suite au cœur de la révolution rousseauiste et de son apport à la Révolution française. Ce n'est pas tant du point de vue des sciences politiques, des savoirs de l'Etat et de la réflexion sur la loi que Rousseau a marqué son temps que par la transformation radicale des mœurs, de la morale et des institutions, véritable science du gouvernement qu'ont tenté en vain d'apprivoiser tous les politiques de la décennie révolutionnaire, conscients que là était la clef de l'ordre public, la maîtrise de l'opinion publique bien plus que dans le vote de la loi et son exécution policée.

- 6 Ici se trouve le premier point à bien saisir : l'authentique apport de Rousseau à la Révolution n'est pas tant l'amour de la loi, la nomophilie, que le devoir de morale et la construction des mœurs comme socle du social⁶. Métamorphoser les femmes en inventant l'amour maternel constituait donc une révolution aussi importante et nécessairement antérieure à la révolution des hommes et de la fraternité masculine. Lakanal va encore plus loin dans l'hommage lucide rendu à Rousseau et saisit finement la problématique des origines culturelles de la Révolution française⁷. C'est la Révolution qui a « inventé » les Lumières et c'est plus particulièrement la politique de la Convention nationale qui a créé Rousseau. Dans la recherche de légitimité qui a été menée activement par les révolutionnaires afin d'inscrire leur geste dans le mouvement intellectuel et prestigieux de la raison, l'opération de manipulation généalogique du passé pour justifier le présent a imposé l'idée d'une réalisation par la Révolution, des idéaux de la philosophie des Lumières. En réalité cette opération idéologique relevait d'une pure construction politique, non pas fondée sur une mystification, mais sur un volontarisme nécessaire afin de rendre acceptable et inéluctable la radicalité des changements imposés par les événements révolutionnaires. Lakanal le dit de façon fort pertinente : « C'est en quelque sorte la révolution qui nous a expliqué le *Contrat Social*⁸ » ! Extraordinaire raccourci entre la pensée de Rousseau et l'action républicaine. Sans la Révolution qui se produit à la fin du XVIII^e siècle, le texte de 1762 serait demeuré élucubration, utopie voire chimère du promeneur solitaire... C'est la Révolution qui permet de comprendre Rousseau et Rousseau à son tour rend possible la Révolution en un jeu de miroirs qui font du philosophe, comme le constate Lakanal dans la suite de son discours, le prophète de la fin du siècle. Suit un jeu de citations puisées dans l'œuvre de Jean-Jacques Rousseau qui doivent démontrer sa faculté de voyant, et son approbation morale à l'immense événement que fut la Révolution ainsi que son inéluctabilité. Rousseau l'a dit donc la Révolution devait advenir. Il l'a pensé, donc les hommes qui l'ont accompli ont réalisé sa volonté et sont absouts de tout le reste. « Rousseau sentait fortement la nécessité de reconstruire l'édifice social et de tous les écrivains qui ont prédit une révolution générale, aucun ne s'est expliqué plus clairement que lui. » L'ultime prophétie, citée longuement par Lakanal est à venir : « [...] je tiens pour impossible que les grandes monarchies de l'Europe aient encore longtemps à durer. Toutes ont brillé, et tout Etat qui brille est sur son déclin. » Rousseau continue d'éclairer le futur, d'une république-révolution en guerre contre les despotismes et qui ne se terminera véritablement que lorsque les monarchies européennes auront disparu⁹.

- 7 Enfin la description du cortège suivant les cendres du philosophe constitue à elle seule un programme politique tel que le présente Lakanal avec les neuf groupes qui doivent suivre, dans l'ordre, les musiciens et artistes qui exécutent les airs du *Devin du village*, le second est composé des botanistes, le troisième d'artistes de toute espèce avec les instruments de leurs métiers, le quatrième des députés des sections de Paris, le cinquième de mères vêtues à l'antique tenant par la main leurs enfants, le sixième des habitants de Franciade de Grolay et de Montmorency, le septième des habitants d'Ermenonville, autour de l'urne cinéraire, le huitième de genevois nouvellement régénérés, le neuvième des députés de la Convention nationale, entourés d'un ruban tricolore, et précédés du phare des législateurs, le *Contrat social*. Une statue de la liberté et une statue de Rousseau se trouvent parmi les groupes. Cette scénographie n'est pas que spectacle : elle raconte de façon pédagogique la vie de Rousseau, depuis Genève jusqu'à son exil, puis son accueil dans sa patrie d'adoption et son ultime demeure, le Panthéon de la République, mais elle est surtout une expression possible d'une société parfaite, parce que rousseauiste, que seule la République a pu incarner et faire vivre, entre les mères les citoyens, et les députés, en une égalité de rang certes idéalisée, des femmes aux hommes, des électeurs aux élus mais que la cérémonie veut donner à voir de façon concrète. Trois jours plus tard, la gravure de Girardet rend visible le cortège républicain et les différentes classes, d'âges et sexes de la République rendant publiquement hommage à Rousseau, en pleine réaction thermidorienne, image saisissante de l'omniprésence de Rousseau dans l'espace public depuis le début de la Révolution.

Image 1 : Apothéose de J.-J. Rousseau ; sa translation au Panthéon

DESSINÉ ET EAU-FORTE PAR GIRARDET, REPRIS AU BURIN PAR BERTHAULT

BnF Estampes Qb1 11 octobre 1794

- 8 Cette popularité exceptionnelle de Rousseau constitue en soi un constat que l'historien doit apprécier avec prudence et contextualiser. Raymond Trousson et Roger Barny nous ont mis en garde en expliquant la polysémie des usages de Rousseau dans la Révolution¹⁰. Il sert à tous les partis, des plus radicaux à gauche au plus conservateurs à droite qui tranchent, citent à volonté ce qui les intéresse dans l'œuvre polymorphe du genevois. Georges Benrekassa a encore insisté sur un autre point fort important pour comprendre la politique de la Révolution facilitant la sur-présence de Rousseau : l'invention de la subjectivité du moi par la publication et le choc de la réception des *Confessions* en 1782. Cette publication a préparé la montée de l'individu, de l'individualité et de l'individualisme saisissant une génération, qui avant de comprendre les droits de l'homme comme le potentiel d'une collectivité, les vit comme un affranchissement pour chacun, une émancipation personnelle pour tous, et une invitation à vivre librement selon son bon vouloir pour profiter chacun de sa liberté conquise¹¹.

I Les origines culturelles du rousseauisme en révolution ou de quelques prudences méthodologiques

- 9 Figure emblématique et complexe à la fois, Rousseau présente différentes facettes qui rendent aisées les projections de tous ceux qui, à des degrés différents, souffrent, se considèrent comme des inférieurs, en cette fin de siècle où la victimologie est bien en place avec toute cette immense frustration que les blocages de la société d'Ancien Régime rendent insupportables, et tout particulièrement pour les jeunes hommes pleins de talents mais ne pouvant pleinement l'exprimer¹². C'est le cas d'un jeune avocat d'Arras, qui manifestement au début de l'année 1789, va écrire un texte voué aux mânes de Rousseau¹³. L'homme de lois remercie Rousseau de lui avoir fait réfléchir aux « grands principes de l'ordre social », alors que le vieil édifice s'est écroulé. « Le portique d'un édifice nouveau s'est élevé sur ces décombres, et grâce à toi, j'y ai apporté ma pierre. » Vouloir le bien de ses semblables, être un homme vertueux, mener une vie laborieuse, obtenir ensuite la reconnaissance des peuples, tout cela est désiré ardemment « au prix même d'un trépas prématuré¹⁴. » L'auteur de cette dédicace s'invente un destin rousseauiste, s'écrit une existence d'un Rousseau nouveau, « désintéressé, simple, austère, vertueux, persécuté¹⁵ », victime même, peu importe s'il atteint son modèle, un prodige de vertus, découvert dans les *Confessions* (seul titre de Rousseau cité dans ces deux pages). Le jeune avocat se projette sur la figure tutélaire comme pour la continuer, « heureux si dans la périlleuse carrière qu'une révolution inouïe vient d'ouvrir devant nous, je reste constamment fidèle aux inspirations que j'ai puisées dans tes écrits¹⁶. »
- 10 Les deux discours de Lakanal en septembre 1794, et de Robespierre au début de l'année 1789, attirent de suite l'attention de l'historien qui travaille sur l'influence de Rousseau en Révolution sur les deux pièges à éviter : l'illusion biographique et l'illusion historique. Cette dernière consisterait à penser que la Révolution traduit la pensée de Rousseau et que la filiation revendiquée, assumée, voulue par les révolutionnaires tombe sous le sens et construit un chemin où les faits de la séquence étudiées relèvent de l'influence de Rousseau, parce que les acteurs le disent, parce que la rhétorique semble puiser aux textes de Rousseau¹⁷. Il faut prendre ici ces distances avec cette conception de l'histoire (parfois visible dans les écrits de la fin du XIX^e siècle, pour ou contre Rousseau) et rendre

aux contingences leur importance ou du moins concevoir l'indétermination d'une œuvre, à ce point prolifique qu'elle a pu inspirer des politiques différentes. Le second danger, l'illusion biographique est celle qu'incarne le mieux Robespierre¹⁸. Non seulement il encense son modèle et à partir d'un texte qui n'est pas le plus politique, *Les Confessions*, mais il s'imaginer lui-même comme le continuateur, voire le réalisateur d'une œuvre à traduire dans le réel, quitte à en mourir¹⁹. Démonter la double illusion d'une Révolution d'abord inventée par Rousseau, puis celle d'un Robespierre traduisant l'œuvre de Rousseau dans le domaine politique, par l'édification d'une République de la vertu figurée par la religion civile, ne revient pas, loin de là, à nier l'influence réelle de Rousseau sur la Révolution. Il convient plutôt de penser comment des contingences événementielles imprévisibles à partir de 1789, ont été rattachés par les contemporains eux-mêmes aux intuitions politiques de Rousseau, concernant l'égalité, la liberté, afin de donner sens à un réel qui les dépassait. Cela revient à saisir comment la voix du philosophe, tirée du passé, rassurait les acteurs pris dans la tourmente et parfois sans repère au moment des choix politiques dramatiques imposés par les circonstances²⁰.

- 11 Ainsi, il n'apparaît pas de logique de continuité, réduite à un système appauvrissant de causalité, entre celui qui est mort en 1778 et la séquence qui s'ouvre en 1789. Se joue plutôt une superposition en distorsion, entre une œuvre à disposition, dans un monde radicalement nouveau, et un réel qui, offrant une image déformée de cette œuvre, s'y réfère mais de façon biaisée dans le jeu de l'interprétation et de l'accaparement de la parole de Rousseau. Robespierre ne répète pas Rousseau, il le re-produit, ou du moins tente de l'imposer, de le faire cadrer, dans un monde inconnu de Rousseau et radicalement différent de ce que le philosophe a pu connaître et imaginer. Il convient donc de partir de la politique de Rousseau pour en dégager les principaux aspects, puis confronter le texte à la politique des hommes en Révolution et plus particulièrement à la trajectoire de Robespierre, qui voulut incarner la vertu blessée de Rousseau, tant du point de vue de la politique, que celui de la pensée sociale et économique, jusqu'à l'issue fatale du 10 thermidor²¹.

II Politiques au pluriel de Rousseau et de Robespierre

- 12 Les deux hommes ont une pensée politique d'une telle richesse qu'on ne saurait simplement adopter pour méthode de pointer les citations du plus jeune pour se limiter à mesurer l'influence de son aîné « vénéré ». Il vaudrait mieux évoquer des Rousseau, selon les époques de sa vie, les facettes multiples de son œuvre, mais aussi des Robespierre tant sa pensée a évolué, sensible à la conjoncture, puisant dans différentes sources de l'œuvre de Rousseau et construisant un rapport complexe avec l'œuvre référence et matrice de son inspiration, mais jamais suivie servilement²². Tout comme Rousseau qui réclamait à la postérité de ne pas couper son œuvre entre fiction et théorie, sciences et littérature, le tout participant d'une vérité d'ensemble, il faut envisager deux systèmes reliés par la volonté du député montagnard, dont les citations explicites marquent des points de ralliement formels, sans définir les limites de l'apport du premier. Robespierre ne saurait se contenter de tenter de transposer la pensée qui irrigue son ethos et pourtant l'influence de Rousseau va bien au-delà du repérage du patronyme genevois dans l'œuvre, elle fait système pour l'ensemble de la politique de Robespierre. Les fragments que recherchent les historiens traquant les indices de l'intertextualité, les citations explicites ou les hommages implicites, voire les réappropriations sous forme de réécriture des idées

puisées dans les pages de Rousseau, dans la prose, les discours et les articles de l'homme politique, ne peuvent limiter l'influence du citoyen de Genève aux seules mentions explicites de son nom. Rousseau fut plus que cela pour tous les hommes jeunes de la génération qui firent la révolution²³.

- 13 Le point d'accroche le plus massif, irréductible et irréfutable est la République comme totalité. La nécessité absolue d'un lien organique, constitutif entre la société et les institutions politiques, de telle sorte que ces deux entités demeurent dans une relation de consubstantialité l'une par rapport à l'autre, constitue le socle de leur communion intellectuelle. Rousseau se rend bien compte que son système philosophique nécessite de changer « la nature des hommes²⁴. » Le second, Robespierre, réalise que son impératif politique implique de quasiment changer la nature des rapports de production et le sens du parlementarisme, ne pouvant accepter la pluralité pour ne pas rompre l'idée d'une représentation directe de la souveraineté populaire²⁵. Ce préliminaire à l'entrée de l'espace mental rousseauiste dans la pensée de Robespierre est essentiel car il permet de mieux saisir toute la particularité de l'expérience républicaine française, qui tranche avec les républiques classiques telles qu'elles existent en Europe à la fin du XVIII^e siècle, mais surtout rompt toute filiation avec le modèle émergent de la République américaine, contemporaine de la Révolution française²⁶. Les Etatsuniens ont construit un modèle républicain qui sépare de façon hermétique la société des institutions politiques, les deux sphères devant se protéger l'une de l'autre et ne fonctionnant pas selon les mêmes impératifs. La société doit se défendre de la tendance de l'Etat à empiéter sur ses libertés, et le pouvoir doit se défendre de la corruption constitutive des rapports de forces dans le monde économique. Tout au contraire, Robespierre pense avec Rousseau l'unité insécable, indivisible du fait républicain comme traduction sociétale et institutionnelle de la construction fusionnelle entre la société des citoyens républicains et le monde de la représentation et du fonctionnement des pouvoirs régaliens. L'idée de l'unité indivisible de la république partagée, Robespierre reconstruit une figure du citoyen qui réinvente un Jean-Jacques idéal ou qui le voit lui-même figurer un nouveau Rousseau.

III. Les cinq figures de Rousseau convoquées par Robespierre

- 14 Cinq figures au moins sont convoquées par Robespierre à intervalle régulier, soit qu'il les montre comme des exemples à suivre, soit qu'il se projette et s'identifie avec celui qui l'inspire.
- 15 C'est d'abord l'homme sensible et persécuté, prêt à souffrir mille morts pour le salut de tous. Cette figure apparaît dès la rédaction des *Mânes* et sera répété jusqu'à la veille de sa mort dans le discours du 8 thermidor devant la Convention décidée d'en finir avec lui²⁷. La projection se réalise non seulement sur les thèmes politiques mais aussi sur l'existence même des deux hommes se sacrifiant à la cause du peuple. Ainsi le 11 mai 1791, dans son discours à la société des amis de la Constitution sur la liberté de la presse, il évoque les persécutions que dut subir « l'éloquent et vertueux philosophe de Genève [...] Il est mort ; une grande révolution laissait pour quelques moments du moins respirer la vérité, vous lui avez décerné une statue ; vous avez honoré et secouru sa veuve au nom de la patrie²⁸. » Robespierre rappelle que la morosité et l'exagération lui étaient prêtées selon les circonstances, tout comme lui, serait-il possible d'ajouter²⁹.

- 16 Deuxième figure, celle du patriote moderne résistant à l'oppression du despotisme au temps de l'Ancien régime. La citoyenneté crée un cercle dont il faut défendre l'intégrité, sans chercher à aggraver qui que ce soit à l'extérieur. L'opposition à la guerre (comme le développe Robespierre en 1791) se traduit par une réelle sévérité pour quiconque met en danger l'équilibre interne de la cité. Tout comme Rousseau dans le livre II *Du contrat social*, chapitre V, développe l'idée que tout malfaiteur attaquant le droit social devient rebelle à la patrie, cesse d'en être membre, lui fait la guerre et en retour peut être puni de mort, Robespierre, explique le 19 avril 1793, alors que les premières mesures de salut public viennent d'être prises, que la peine de mort qu'il avait combattue au printemps 1791 peut être appliquée lorsque l'Etat (et non l'ordre civil protégé par le droit pénal) est menacé. La peine de mort est dans les deux cas une réponse politique à une attaque politique, en aucun cas un instrument de droit pénal. Elle suppose clairement pour Rousseau comme pour Robespierre un état d'exception temporaire³⁰.
- 17 C'est ensuite une troisième facette du personnage qui apparaît avec le processus révolutionnaire en cours : le simple citoyen vertueux, soucieux de défendre ses libertés. Robespierre ne demande pour preuve de la citoyenneté de chacun que de pouvoir participer aux assemblées primaires, enjeu politique crucial lorsqu'à l'été 1791 se joue la nouvelle discussion sur le fameux marc d'argent nécessaire pour devenir député. Soucieux d'étayer son discours du 11 août sur l'abolition de la citoyenneté passive par un exemple fort, Robespierre déclare : « Quelle serait la garantie de Rousseau ? Il ne lui eut pas été possible de trouver accès dans une assemblée électorale. Cependant, il a éclairé l'humanité et son génie puissant et vertueux a préparé vos travaux. D'après les principes du Comité, nous devrions rougir d'avoir élevé des statues à un homme qui ne payait pas un marc d'argent³¹. »
- 18 En quatrième position, la figure du législateur, respectueux de la nation et la croyance en son pouvoir démiurgique lie les deux hommes. L'homme de loi, qui propose, discute, rédige et vote le texte qui fonde la légalité est l'inventeur d'une république moderne, faiseur de constitution. Cet accord profond est mis en avant durant le printemps 1793, lorsque la bataille politique fait rage entre Girondins et Montagnards, autour de la rédaction du texte fondateur de la Première République. Robespierre, dans un long discours à la Convention, le 10 mai 1793, de façon habile, rappelle la nécessité de construire un pouvoir politique, débarrassé de députés loin du peuple, mais soucieux de promouvoir des représentants au plus près de leurs commettants, se rapprochant au plus près des principes *Du contrat social*³².
- 19 Une cinquième figure de la citoyenneté les rapproche. Pour tous les deux, le législateur se doit de fonder une religion civile, un nouveau culte civique, fondé sur la vertu, la fraternité, et la croyance en l'immortalité de l'âme et en l'Être suprême, ce que tente désespérément Robespierre durant le printemps 1794. Le 8 thermidor encore, dans son dernier discours, Robespierre revient sur ce culte civique comme un long souvenir de la quatrième partie du Contrat social, rappelant l'établissement d'un culte civique fondé sur l'immortalité de l'âme et la croyance en l'Être suprême dont il rappelle la fête comme l'acmé de son expérience républicaine³³.
- 20 Enfin, il ne serait pas pleinement émule de Rousseau s'il ne reconnaissait pas les difficultés voire l'impossible labeur dont il s'était fixé la réalisation, s'adressant cette fois directement au peuple, songeant à la vertu, à la liberté, à l'égalité et la patrie, les quatre sommets de la figure géométrique de la République. Les dernières semaines d'existence de Robespierre constituent, non pas une prise de distance avec le réel, mais une analyse

déceptive de l'effort de fonder une nouvelle République³⁴. Trois points typiquement rousseauistes sont mis en valeur en une dernière confession, lors de son dernier discours, avant d'être mis hors la loi : 1) la régénération morale est finalement en passe d'échouer et il en vient à douter de la possibilité de construire une république vertueuse, butant en dernier lieu sur le même écueil que Rousseau, convaincu de la quasi impossibilité de changer la nature des hommes³⁵ ; 2) Ensuite, c'est un élément peu remarqué des exégètes des deux hommes, il réalise soudainement la difficulté à réaliser une « immense république », indivisible, rejoignant sans le dire, la conviction de Rousseau que la taille géographique a des conséquences directes sur l'essence du régime à instaurer ; 3) Enfin ultime trait de lucidité, il pointe comme danger principal pour la république à venir, plus que la corruption inhérente de ses élites, le risque du « despotisme militaire », menaçant la République, justement parce qu'elle est victorieuse de ses ennemis³⁶.

- 21 L'on pourrait s'arrêter là et conclure que le robespierrisme ainsi résumé, n'est que la traduction en acte d'un rousseauisme resté à l'état de projet. Les références nombreuses à Rousseau, le respect, l'admiration, la dévotion et la confiance en ces écrits, revendiqués et mis en avant par « l'incorruptible » font que, malgré la sur-présence de Rousseau dans le débat politique général, c'est Robespierre qui a su le mieux construire une filiation politique entre son projet républicain et la pensée philosophique du genevois³⁷. Pour autant l'on ne saurait réduire Robespierre à une fascination sans recul, à un suivisme sans prise de distance avec son mentor. Robespierre sur quelques points cruciaux rompt avec un rousseauisme livresque, d'abord sur la définition stricte de la souveraineté démocratique, ensuite sur l'économie politique, qui place sur le devant de la scène sociale, le pauvre. A regarder de façon superficielle, on pourrait songer à une radicalisation de la pensée rousseauiste toujours sensible à la souffrance de l'autre et à la compassion pour le faible. C'est plus que cela : une rupture d'avec le modèle rousseauiste pour refonder la république à partir du pauvre, centre de la société, et non à partir de la vertu qu'inspire le pauvre.

IV Robespierre, ou la radicalité républicaine d'une lecture outrepassée de Rousseau

- 22 Robespierre est un personnage complexe qui ne saurait se réduire à la façon dont ses avocats le proposent, tel un homme habité d'un idéal d'une république austère et vertueuse, pris dans une tourmente où les cyniques le marginalisent, ou bien à la façon dont ses détracteurs le dépeignent, sous les traits d'un homme habité par la raideur de ses principes lui faisant assumer des violences homicides. Bien plutôt l'homme est tel un Machiavel moderne et républicain, constitué de deux habitus, celui de l'homme d'Etat comprenant les impératifs de la gouvernance, celui d'un penseur du politique, ayant une conception précise de la République qu'il veut proposer. Entre les deux pôles, se situe l'action du politique et l'urgence d'un pays en guerre et en révolte ouverte contre le pouvoir, un pays livré à une guerre civile féroce. Robespierre est fort conscient de cet aspect binaire qui, risquant d'imposer de son œuvre une vue bipolaire, la fragilise au moment de rendre compte de ses écarts, entre un idéal utopique et la réalité de la terreur³⁸. Le 17 pluviôse an II (5 février 1794), Robespierre prononce un de ses plus beaux discours « sur les principes de morale politique qui doivent guider la Convention nationale dans l'administration intérieure de la République », et affirme avec lucidité : « il faut convenir que nous avons été guidés, dans des circonstances si orageuses par l'amour

du bien et par le sentiments des besoins de la Patrie, plus que par une théorie exacte, et des règles précises de conduite, que nous n'avions pas même le loisir de tracer³⁹. » Cependant, quelques minutes plus tard, il nuance de suite cette plasticité aux circonstances pour donner le sens de toute sa politique : après avoir déclamé le programme de toutes les vertus que le républicain doit chérir, la probité, les principes, les devoirs, la raison, le mépris du vice, la grandeur d'âme, l'amour de la gloire, le génie, la vérité, le charme du bonheur, la grandeur de l'homme le peuple magnanime, les distinctions qui ne naissent que de l'égalité, Robespierre conclut « nous voulons en un mot, remplir les vœux de la nature, accomplir les destins de l'humanité, tenir les promesses de la philosophie⁴⁰. »

- 23 En effet, au moment d'illustrer ce que sont les promesses de la philosophie, Robespierre explique qu'il s'agit de construire le :

[...] seul gouvernement démocratique ou républicain : ces deux mots sont synonymes, malgré tous les abus du langage vulgaire ; car l'aristocratie n'est pas plus la république, que la monarchie. La démocratie n'est pas un état où le peuple, continuellement assemblé, règle par lui-même toutes les affaires publiques,... La démocratie est un état où le peuple souverain, guidé par des lois qui sont son ouvrage fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire et par des délégués tout ce qu'il ne peut faire lui-même⁴¹.

- 24 Robespierre vient d'opérer une double transgression par rapport au texte *Du Contrat Social*, tout en réalisant la finalité ultime du texte de 1762 comme aucun Conventionnel n'a pu le concevoir avant. Tout d'abord, Robespierre vient de forcer les catégories politiques jusque-là établies en créant de fait la synonymie entre « République » et « démocratie » (débat qui divise les députés depuis le tout début de la Révolution entre les héritiers de Rousseau utilisant la métaphore de la démocratie pure, et les partisans de Sieyès luttant pour les prérogatives de la sacralité de la représentation libérée de tout mandat impératif). Robespierre vient de proposer la sortie du dilemme paralysant de la République ou de la démocratie, en inventant, sans le formuler exactement, le paradigme fonctionnel de la modernité politique soit la démocratie représentative. Ce n'est pas lui qui invente le terme qui sera bien plus utilisé dans la période post-thermidorienne⁴². Mais c'est Robespierre qui fait sauter le verrou de l'impasse rousseauiste, rendant impossible le contrat social au-delà d'une entité plus grande que celle de Genève. Robespierre est sûrement conscient de la faiblesse de la proposition théorique de Rousseau, dans un monde de républiques modernes qui commencent à se construire, ne l'oublions pas, à l'échelle de pays-continent, comme les Etats-Unis ou dans ce géant démographique qu'est la France de la fin du XVIII^e siècle⁴³ (on néglige trop souvent cette donnée géopolitique essentielle pour éprouver le texte de Rousseau à l'aune du réel). Seul l'arrimage fusionnel de la République comme système de valeurs et de vertus, rappelées à satiété, avec la démocratie comme dimension technique du fonctionnement institutionnel, (ce qui n'est strictement pas évident à cette époque, tout autant marquée par la pensée d'un Montesquieu par exemple) permet de garantir l'ensemble des libertés politiques défendues dans le Contrat social, tout en construisant une égalité civile et politique de fait⁴⁴. Ce que ne pouvait imaginer Rousseau, les conditions dramatiques de la naissance de la République, l'imposent à Robespierre.
- 25 Le second point de la démonstration qui vise à montrer la complicité de Robespierre avec Rousseau dans la transgression même des principes de ce dernier et leur radicalisation par « l'incorruptible », à l'épreuve du feu, concerne la dimension sociale de l'édification de cette république démocratique. Ici l'on doit se référer à l'article important que Jean-

Fabien Spitz⁴⁵ a rédigé sur « Rousseau et la traduction révolutionnaire française : une énigme pour les républicains. » L'idée principale de l'article repose sur les impératifs sociaux qui déterminent la possibilité de l'expression politique de la souveraineté nationale. Pour que l'égalité fonctionne avec la liberté, il ne faut pas qu'il y ait disjonction totale entre les deux aires que sont les droits civils et la société en tant qu'espace des rapports de forces concernant les moyens et la propriété de production, disjonction complètement accomplie dans la société américaine par exemple contemporaine des événements révolutionnaires⁴⁶. Seul un rapport raisonnable d'écarts de richesses rend possible le fonctionnement du contrat social, au-delà duquel la liberté n'est que le leurre d'un libéralisme sauvage fondé sur l'exploitation du travail, et l'asservissement des plus démunis aux puissants du moment. Jean-Fabien Spitz cite alors cette partie *Du Contrat social* :

A l'égard de l'égalité, il ne faut pas entendre par ce mot que les degrés de puissance et de richesse soient absolument les mêmes, mais que quant à la puissance elle soit au-dessous de toute violence et ne s'exerce mais qu'en vertu du rang et des lois, et quant à la richesse, que nul citoyen ne soit assez opulent pour en pouvoir acheter un autre, et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre⁴⁷.

- 26 L'idéal rousseauiste s'exprime donc au travers d'une société où les écarts sociaux réduits, finissent par construire une communauté entre des personnes qui possèdent toutes des fortunes relativement médiocres, étant donné que la répartition des richesses promeut cet égalitarisme et crée une identité partagée et des aspirations sociétales communes. Rousseau n'a que mépris pour l'ostentation de la richesse mais se méfie intrinsèquement des pauvres parmi lesquels il note combien la misère les corrompt et les rend inaptes à l'intégration des devoirs moraux *Du Contrat Social*⁴⁸. Sur ce point, Robespierre rompt, sans le formaliser, avec Rousseau et une partie des montagnards, rendant plus complexe la lecture sociale du programme de Robespierre trop vite caricaturé par les historiens orthodoxes de la Révolution française, sous la figure du petit-bourgeois montagnard défendant la sacralité de la petite propriété, n'ayant au fond jamais rompu avec les fondements libéraux de la société engendrée par la révolution dite bourgeoise⁴⁹. Surement faut-il réexaminer ce jugement, non pour contredire les propos mêmes de « l'incorruptible », soucieux de sanctuariser la propriété des artisans modestes et luttant contre toute forme de loi agraire ou de pré-communisme. Cela est acquis. Pour autant qu'il soit permis de déplacer le curseur, et ne plus envisager la position de Robespierre selon un débat abstrait et conceptuel sur la bonne mesure de l'écart entre les revenus du pauvre et ceux du riche, à la racine d'une citée utopique et républicaine, harmonieusement réconciliée autour des intérêts supérieurs de la patrie, appelant les riches à la retenue, les pauvres à l'acceptation de leur état. Chacun est en droit de rêver, mais Robespierre n'est pas un doux songeur. Qu'il soit permis aussi, pour ne pas tomber dans le piège de l'invention d'un Robespierre pré-communiste sans le savoir, de déplacer pareillement le curseur du champ économique, au champ de l'économie politique et de son application civique. Il n'est plus impossible dès lors, dans les conditions historiques dans lesquels se trouve Robespierre de comprendre qu'un des objectifs qui l'inspire, repose sur une politique morale qui reconstruit la république à partir de l'être social du pauvre et non à partir de la conscience d'un écart à réduire entre les fortunes comme conditions de l'acceptabilité du champ social et de sa violence. Il faut donc rendre hommage à Robespierre, afin de montrer son authentique audace par rapport au philosophe qui l'inspire et bien mettre en valeur la proposition iconoclaste qu'il propose dans le contexte historique et bien réel de la pauvreté, comme fléau social prégnant,

stigmatisant qui frappe plus de 15 % de la population totale du pays, et laisse au bord de la misère près de la moitié des parisiens⁵⁰. Robespierre ne peut pas renverser l'équilibre fragile au sein de la Convention entre les députés de la Plaine et ceux de la Montagne, au risque de prolonger davantage la guerre civile et ouvrir un nouveau front. Encore faut-il tenter de décrypter son audace et tenter de saisir sa pensée profonde. Ainsi rester au niveau de la dénonciation du riche comme corrupteur du social et figure de danger pour la république, c'est prendre l'illusion de la rhétorique politique, et de l'argument politicien, pour le réel à changer. En cet hiver 1793-1794 les riches se font plutôt discrets (ils existent bien évidemment) et savent bien que les comités de surveillance se trouvent en état de vigilance permanente contre les accapareurs de tous bords. La méfiance est à l'ordre du jour dans les sections populaires. Le problème réel n'est pas seulement entre les riches et les moins riches qu'entre les modestes et les très pauvres et Robespierre le sait bien. Le vrai danger qui menace la république démocratique n'est pas tant l'ennemi désigné et facilement reconnaissable, le ploutocrate, que l'infortuné malheureux qui malgré lui risque de basculer dans l'autre camp, celui de la contre-révolution⁵¹. Ce misérable, risque de freiner toute réforme politique par son incapacité à s'intégrer au jeu politique, par manque des biens les plus nécessaires à sa simple survie. Une partie des députés qui suivent Robespierre (loin de constituer la majorité des montagnards), comprennent la situation sociale de la France en 1793, en crise endémique très grave depuis le début des années 1780 sans que les mesures prises par les Assemblées révolutionnaires n'aient pu rétablir la confiance. La France demeure dans une situation de fragilité économique que la guerre faisant rage depuis 1792 et réclamant tous les sacrifices, ne cesse d'aggraver de façon dramatique. Cette masse de pauvres rend momentanément impossible la construction d'une société où les fortunes moyennes seraient l'apanage de la quasi-totalité du corps social. Il faut rompre avec cet impératif rousseauiste et aller bien plus loin, en contournant le problème réel posé par la mise en avant des plus démunis, au risque d'inquiéter les masses des artisans et des travailleurs modestes qui peuvent se sentir menacés par ces plus modestes encore qu'eux. Robespierre met en avant tous les citoyens le 11 août 1791 dans son discours sur la nécessité de révoquer le décret du marc d'argent. Il revient encore sur ce thème en avril 1793 quand se discutent les grands principes de la Constitution. « Il s'agit bien plus de rendre la pauvreté honorable que de proscrire l'opulence⁵². » Il faut lire cette phrase de façon littérale et non dans la perspective téléologique d'Albert Soboul et de sa grille d'analyse. Robespierre est un homme comme tous ces contemporains qui sait le poids de l'honneur et de la distinction dans le système de valeurs de l'Ancien régime qu'il s'agit de détruire. En fin politique, il utilise à escient ce terme d'honneur, notion clé et trop peu étudiée des historiens du fait républicain au nom de l'égalitarisme de la démocratie en marche. En plaçant l'honneur dans la pauvreté du plus grand nombre, Robespierre se place à la pointe de l'idée révolutionnaire de la transformation sociale et politique⁵³.

- 27 Robespierre comprend qu'il faut déplacer la question économique et la transformer en pari moral, en renversant toutes les représentations enracinées dans les esprits grandement marqués en France par le schéma physiocratique, sous toutes ses formes, faisant du propriétaire et de sa propriété les socles intangibles de tout ordre social bien pensé. Pour cela, il faut rendre digne la pauvreté, il faut rendre honorable la pauvreté pour cesser de la stigmatiser, pour cesser de la considérer comme un vice. Il faut, à l'encontre même de l'opinion publique, à l'encontre de la pensée dominante issue de la vulgate physiocratique faisant du pauvre l'ennemi social par excellence, à rebours de

Rousseau même et de son aversion, imaginer, concevoir et commencer d'édifier une société où plus que la modestie des fortunes, la construction politique commence dans un premier temps, à redonner, d'abord aux plus faibles socialement leur place. Ensuite, Un agir commun, des valeurs partagées, un patriotisme et un sens de la bienfaisance (c'est-à-dire la solidarité social en actes et codifiée par la loi) constituent avec, enfin, la République et la démocratie, le troisième fondement de la politique désirée par Robespierre. La République ne se construit pas sur le mythe du petit propriétaire de son bien, mais sur la réalité du pauvre n'ayant pour lui que la valeur de son travail à pouvoir faire fructifier. Ce n'est plus le bien foncier mais la valeur travail qui crée l'échelle d'appréciation de chacun en refondant l'idée de vertu, non comme la conséquence de l'épargne transformée en bien, mais comme le résultat d'un volontarisme répété dans le labeur quotidien sans espoir de le capitaliser⁵⁴.

- 28 De fait, Rousseau, n'était pas si éloigné de partager avec la majorité de ses contemporains et tout particulièrement les très influents et diffusés physiocrates, l'idée que l'autonomie politique de la personne était explicitement liée au niveau d'indépendance économique, et qu'une personne aisée était plus capable d'exprimer un jugement libre⁵⁵. L'acceptation de cet axiome par l'écrasante majorité des acteurs de la Révolution explique entre autres le cens, et la politique de sacralisation de la propriété de toutes les assemblées... Et que semble partager Robespierre fulminant contre la loi agraire ou les « ultra-révolutionnaires⁵⁶. » Et pourtant, « l'incorruptible » s'éloigne de cette vulgate, lui qui connaît bien la réalité sociale de la France au moment où il parle. Ce sont au moins 15 à 20 % des français qui vivent dans l'indigence, dans le dénuement extrême, qui sont secourus quotidiennement par la générosité des municipalités dont les finances se trouvent aux abois depuis longtemps. Le problème de Robespierre homme d'Etat, réside dans la construction de la cité républicaine et démocratique donnant toute sa place à la pauvreté comme phénomène sociologique lourd, impossible à résoudre dans l'immédiat, souci permanent du gouvernement⁵⁷.
- 29 Cette pauvreté doit être placée en toute conscience au cœur des valeurs de la cité. C'est un marqueur politique assumé par Robespierre dans la description des qualités citoyennes que tous doivent intégrer et à défaut de partager, comprendre, voire célébrer, comme la fête du malheur décrétée le 18 floréal le rappelle⁵⁸. Robespierre ne peut renverser l'ordre social et il le sait. Il peut cependant tenter de transformer les objets de la distinction citoyenne, en plaçant la pauvreté au premier rang des valeurs actives. D'état passif, le dénuement devient le premier stade de l'action citoyenne. Plusieurs fois, Robespierre revient sur la « pauvreté honorable », à comprendre de façon littérale. Au sommet de la crise qui menace la République le 5 nivôse an II (25 décembre 1793) au bord de l'effondrement, Robespierre lit à la tribune son grand discours « Sur les principes du gouvernement révolutionnaire⁵⁹. » Il y affirme que la République n'a pour elle que les vertus. « Les vertus sont simples, modestes, pauvres, souvent ignorantes, quelque fois grossières ; elles sont l'apanage des malheureux, et le patrimoine du peuple⁶⁰. » Ce même constat l'avait porté, le 11 août 1791 lorsque combattant pour le suffrage universel masculin, il avait demandé que « tout citoyen français soit admissible à tous les emplois, sans autre distinction que celle des vertus et des talents⁶¹. » On a le plus souvent insisté sur la défense par Robespierre des propriétaires moyennement fortunés en prenant l'exemple de son logeur menuisier, le célèbre Duplay, figure emblématique de la sans-culotterie parisienne, dont Albert Soboul a montré à quel point il ne saurait être considéré comme un simple artisan mais un maître-artisan vivant de rentes, venant

s'ajouter aux revenus de son atelier⁶². Une lecture attentive de « l'incorruptible » montre un autre souci de démocratisation bien plus grand du cercle citoyen par l'intégration des plus démunis sans délai aucun. Dès le 23 juin 1790, sur la question importante de la charité publique liée aux missions du clergé désormais dévolus à l'Etat, Robespierre dévoile sa pensée. « Quelle est donc la générosité qui convient à une nation, grande ou petite, et à ses représentants ? Elle embrasse, sans doute l'universalité des citoyens ; elle a surtout pour objet la portion la plus nombreuse et la plus infortunée de la société... pour moi, je la réclame, en faveur de cette multitude innombrable de nos concitoyens qui gémissent dans l'indigence⁶³. » En 1792, lorsque les tensions sociales s'exacerbent à cause de la crise s'abattant sur les moyens de subsistance, Robespierre défend les plus démunis, et revient sur cette dimension essentielle à ses yeux de les intégrer dans le peuple « sans en exclure la portion la plus nombreuse, la plus infortunée et la plus pure de la société⁶⁴. » Robespierre connaît les travaux du comité de mendicité et l'organisation des secours publics pour tenter de venir en aide aux pauvres dans la capitale et dans la République⁶⁵. Le 23 janvier 1793 Robespierre revient et défend « la cause de l'égalité et de l'honorable indigence » évoquant la mémoire de Lepeletier, au service de l'humanité souffrante, des indigents et des malheureux⁶⁶. Accepter la pauvreté, plus seulement comme un fléau mais comme une situation sociale à laquelle il faut remédier non en l'éradiquant mais en gommant les marqueurs les plus vils, tout en se pliant aux impératifs d'une simplicité républicaine, constitue une audace de premier ordre de la part de Robespierre. Dans le discours du 17 pluviôse an II (5 février 1794), Robespierre le dit clairement : « La rigueur des tyrans n'a pour principe que la rigueur, celle du gouvernement part de la bienfaisance⁶⁷. » Le mot est d'une grande importance, car l'Etat républicain se voit assigné une mission régaliennne essentielle, construire une politique de protection sociale, qui par des aides ciblées à toutes les catégories de population défavorisées et bien identifiées grâce à de grandes enquêtes menées dans le comité de secours public, doivent délivrer les plus faibles de l'opprobre public, soutenus par les administrations, remis au travail progressivement. Cette politique n'est pas que discours. Par la grande loi de bienfaisance discuté et votée le 28 juin 1793, la Convention a inventé les allocations familiales, la politique des pensions, les foyers maternels où les jeunes femmes enceintes et misérables peuvent accoucher, allaiter et commencer à travailler, a codifié l'aide à domicile en donnant pour mission de rendre toute leur honorabilité aux pauvres⁶⁸. Robespierre ne se départ plus de cette idée : une république honorable n'est pas tant celle qui favorise les fortunes médiocres en évitant les écarts trop grands, ce que Robespierre partage évidemment, une république démocratique intègre plutôt les citoyens les plus pauvres, de suite et sans condition, au même rang d'égalité que tous les autres. C'est en ce sens qu'il faut lire les décrets des 8 et 13 ventôse an II (26 février et 3 mars 1794) proposées par Saint-Just, prévoyant le partage des biens d'émigrés, exclusivement réservés aux pères de familles démunis de toutes propriétés⁶⁹. La mesure de saisie des biens des émigrés et de leur redistribution aux seuls indigents fut à ce point révolutionnaire, voire incomprise, qu'elle ne fut que très mal appliquée et le plus souvent détournée par les sans-culottes médiocrement fortunés qui, localement ne comprenaient pas pourquoi ils devaient passer après les moins fortunés qu'eux, montrant bien les lignes de fracture passant dans la classe populaire elle-même. Par cette attention spécifique à la classe la moins fortunée et explicitement les pauvres, comme facteur sociologique constitutif de la réalité française, Robespierre tente de renverser la dimension conceptuelle du discrédit lié à la grande pauvreté, en prenant le parti des plus démunis, à placer au centre de la reconstruction

politique de la cité républicaine, quitte à s'éloigner de la pensée de Rousseau, peu dissert sur les conditions réelles d'intégration des plus pauvres à la vie de la cité⁷⁰.

Conclusion

- 30 La passion pour « le peuple » a marqué ses deux forts esprits que furent Rousseau et Robespierre. Ce dernier a comme construit un dialogue avec son aîné, sur les thèmes essentiels de régénération de la cité et de fondation de la République : amours de la patrie, désintéressement vertueux, obéissance à la souveraine nation, nomophilie, droits de l'homme et du citoyen, respect de la pauvreté innocente, mise en avant des principes des talents des humbles travailleurs et laboureurs. Tous deux ont souhaité se donner les moyens de penser une forme d'anthropologie de rupture, la connaissance de l'homme devant permettre de mieux penser la science du gouvernement. Ce n'est pas tant cette ambition démesurée qui signe l'échec et l'amertume de Rousseau de plus en plus sceptique, ou de Robespierre qui, peu après la fête de l'Être suprême accomplie le 20 prairial (8 juin 1794), et le vote du décret du 22 prairial (10 juin) instaurant « la Grande Terreur », s'éloigne du Comité de Salut Public et de la Convention, que la conscience historique douloureuse de l'impossibilité de rédiger une loi républicaine sans un peuple républicain et l'impossibilité de fonder un peuple républicain sans lois républicaines. Dès la fin de l'année 1792, Robespierre avait exprimé son désarroi en pointant : « la dépravation de nos esprits et l'énergie du caractère que suppose le gouvernement libre auquel nous osons prétendre, pour former nos institutions politiques, il faudrait les mœurs qu'elles doivent nous donner. » N'est-ce pas ce que constatait Rousseau : « il faudrait que les hommes fussent avant les lois ce qu'ils doivent devenir par elles⁷¹. »
- 31 Faut-il y voir l'indice d'un échec et une sorte de fuite en avant, comme le prétend une histoire critique et qui se traduit dans l'incapacité à améliorer le réel, par l'invention d'un peuple vertueux, que les gouaches de Lesueur mettent en scène, entre réalisme, vision irénique ou critique masquée⁷² ? Ou bien faut-il y voir le fondement même de toute la veine philanthropique républicaine, qui loin des images et représentations exagérées et faussées, affrontera la misère laissée en legs, dans l'approfondissement du mutuellisme, des caisses d'épargne populaires, des bourses de travail comme outils tangibles de la volonté de donner sens à la politique républicaine d'aides aux citoyens les plus démunis, comme un héritage lointain et méconnu de la pensée de Robespierre allant dans la réalité, plus loin que Rousseau dans ses livres⁷³.

NOTES

1. Marcel REINHARD, Marc BOULOISEAU (dir.), *Archives Parlementaires. Recueil complet des débats législatifs et politiques des chambres françaises* (ci-après nommé AP), Tome 88, Paris, CNRS, 1969, p. 581-582 : 25 germinal an II (14 avril 1794) pour l'ensemble des citations suivantes.
2. AP, tome 97, p. 202-206, 15 septembre 1794 ; Bruno BERNARDI, « Introduction », dans Catalogue de l'exposition de l'Assemblée Nationale, *Rousseau et la Révolution*, Paris, Gallimard, 2012, p. 1-12.

3. Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social ou principes du droit politique*, 1762.
4. Jean-Jacques ROUSSEAU, *Émile ou de l'éducation*, 1762
5. Voir Lynn HUNT, *L'invention des droits de l'homme - Histoire, psychologie et politique*, Préface d'Amartya Sen, Paris, Markus Haller éd., 2013.
6. Géraldine LEPAN, *Jean-Jacques Rousseau et le patriotisme*, Paris Honoré Champion, 2007, « Mœurs et opinion publique », p 139-176.
7. Roger CHARTIER, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1991, « Lumières et Révolution, Révolution et Lumières », p. 11-31.
8. AP, tome 97, p. 202-206, 15 septembre 1794.
9. Catherine LARRERE, « Fédération et Nation », dans *Jean-Jacques Rousseau. Politique et Nation*. Actes du II^e Colloque International de Montmorency, Paris, Honoré Champion, 2001. p. 204-221.
10. Voir Roger BARNY *Rousseau dans la Révolution. Le personnage de Jean-Jacques et les débuts du culte révolutionnaire (1791-1791)*, Oxford, The Voltaire Foundation, 1986 ; Jean ROY (dir.), *Jean-Jacques Rousseau et la Révolution. Actes du Colloque de Montréal, (25-28 mai 1989)*, Ottawa, *Pensée libre*, n° 3, 1991 ; Raymond TROUSSON, *Jean-Jacques Rousseau*, Paris, Éditions Tallandier, 2003.
11. Georges BENREKASSA, *Fables de la personne. Pour une histoire de la subjectivité*, Paris, PUF, 1985, p. 137 ; Babacar NDIAYE, « La re-naissance de Jean-Jacques Rousseau ou les débuts de sa vie post-mortem : des confessions (1782) à la panthéonisation (1794) », *ethiopiennes*, n° 68, 1^{er} semestre 2002, <http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article297>, consulté le 20 octobre 2015.
12. Robert DARTON, *Bohème littéraire et révolution*, Paris, Hautes Etudes / Gallimard / Le Seuil, 1983, « Dans la France prérévolutionnaire : des philosophes des Lumières aux « Rousseaux des ruisseaux », p. 7-42.
13. Maximilien ROBESPIERRE, *Œuvres Complètes de Maximilien ROBESPIERRE*, (désormais, *Robespierre OC*), tome I, Paris, Société des Etudes Robespierristes, 1968, *Œuvres Littéraires*, « Dédicace à Jean-Jacques Rousseau », p 211-212.
14. *Ibidem*.
15. *Ibidem*.
16. *Ibidem*
17. François HARTOG, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003. « Patrimoine et présent », p. 163-206.
18. N'est-ce pas aussi la posture de Norman Hampson qui reprend les mots de Robespierre à propos de Rousseau pour les réifier dans le titre même de son article ? Norman HAMPSON, « "Je veux suivre ta trace vénérée", Robespierre as a reincarnation of Rousseau », dans Annie JOURDAN (dir.), *Robespierre-Figure-Réputation*, Yearbook of European studies, 9 (1996), p. 19-36.
19. Sur les stratégies de mises en scène de soi pendant et après la Révolution, voir, de Sergio LUZZATTO, *Mémoire de la Terreur : vieux montagnards et jeunes républicains au XIX^e siècle*, Lyon, PUL, 1991 ; Pierre SERNA, *La république des Girouettes, 1789-1815 une anomalie politique : la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ-Vallon, 2005, « L'empire du milieu » p. 467-530.
20. Reinhart KOSELLECK, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, EHESS, 1990.
21. Pour une mise à jour récente de la biographie de Robespierre, voir Hervé LEUWERS, *Robespierre*, Paris Fayard, 2014.
22. Sur les deux facettes du personnage de Robespierre, idéaliste et pragmatique à la fois, penseur du politique et homme d'Etat, voir Pierre SERNA, « Robespierre fait la polis, janvier 1793-avril 1794 », dans Michel Biard, Philippe Bourdin (dir.), *Robespierre Portraits Croisés*, Paris, Armand Colin, p. 161-176.
23. Claude MAZAURIC, *Rousseau à 20 ans, un impétueux désir de liberté*, Vauvert, ed. Au Diable Vauvert, 2011.

24. Dans Jean-Jacques ROUSSEAU, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, 1753 rééd. Idées/Gallimard, 1965, p. 46-60, le philosophe développe dès le début de la première partie de l'œuvre une vision pessimiste et opportuniste sur l'homme présenté comme l'animal le plus faible et en même temps le seul libre et donc capable de copier tous les autres animaux et ainsi parvenir à les dominer,
25. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, « Rapport sur les principes du gouvernement révolutionnaire fait au nom du Comité de Salut Public », le 5 nivôse an II (25 décembre 1793), tome X, p. 273-281.
26. Gordon WOOD, *La création de la république américaine*, Paris, Belin, 1969 (rééd. 1989) ; Bruce ACKERMAN, *Au nom du peuple, les fondements de la démocratie américaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1998, traduit de l'américain par Jean-Fabien Spitz.
27. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, *op. cit.*, Tome I, *Mânes*, p. ??? ; Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, Tome X, « Séance du 8 thermidor an II », p. 542-576 ; Sur ce thème, voir Peter MCPHE, *Robespierre, a revolutionary life*, Yale, Yale University Press, 2013.
28. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, *op. cit.*, Tome VII, « Discours sur la liberté de la presse, prononcé à la Société des Amis de la Constitution », p. 320-334.
29. *Ibid.*, p. 324
30. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, *op. cit.*, Tome IX, *Le Logotachigraphe*, n° 111, « Sur la liberté de la presse », 19 avril 1793, p. 452.
31. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, *op. cit.*, Tome VII, Discours du 11 août 1791, « Discussion sur le projet de constitution. Sur le Marc d'argent et sur le cens électoral », *Compte-rendu du Journal des Etats Généraux*, t. XXXI, p. 621.
32. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, *op. cit.*, Tome IX, p. 495-510. Discours du 10 mai 1793, « Sur la Constitution », rapporté par *Le Journal Universel* des 13 et 22 mai 179, p. 4 713 et 4 791, bien des idées de Robespierre étaient développées dans le Chapitre XV *Du contrat social* : « La souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée, elle consiste essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point » ; Chap. XV « Des députés ou représentants », p. 133-136. Je remercie Thomas Lucas étudiant de l'IHRF, de m'avoir signalé cette occurrence.
33. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, *op. cit.*, Tome X, séance du 8 thermidor an II (26 juillet 1794), « Contre les factions nouvelles et les députés corrompus » p. 542-593 et plus particulièrement l'évocation du souvenir ému de la fête de l'Être Suprême comme moment le plus fort de la courte existence de la république Française, p. 561-566.
34. Jean-Philippe DOMEQ, *Robespierre, derniers temps*, Paris Seuil, 1984.
35. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, *op. cit.*, Tome X, *op. cit.*, p. 566.
36. *Ibid.*, p. 566-572.
37. Il ne fut pas le seul, loin de là et la lecture des principes républicains de Billaud-Varenne ouvre de nouvelles perspectives de recherches sur les ramifications du républicanisme de Rousseau. Voir Jacques-Nicolas BILLAUD-VARENNE (Préf. Michel Vovelle), *Principes régénérateurs du système social*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995, Introduction et notes par Françoise Brunel.
38. Ecart qui fit, fait et fera les délices de tous les historiens critiques, pointant dans la politique de stricte survie de la République agressée de toutes parts, en 1793 et en 1794, les origines des totalitarismes contemporains. Cette littérature est presque aussi abondante que celle des thuriféraires de Rousseau et Robespierre. Ne citons que Jean ARTARIT, *Robespierre ou l'impossible filiation*, Paris, La Table ronde, 2003 ; Laurent DINGLI, *Robespierre*, Paris, Flammarion, 2004, Col. « Grandes biographies ».
39. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, *op. cit.*, tome X, 17 pluviôse an II, « Sur les principes de morale politique qui doivent guider la Convention nationale », p. 351.

40. *Ibid.* p. 352, c'est nous qui soulignons.
41. *Ibid.*, p. 353.
42. Voir Pierre SERNA, *Antonelle Aristocrate révolutionnaire, 1747-1817*, Paris, Le Félin, 1997, « la démocratie comme opposition entre espace secret et espace public » p. 241-264.
43. Certes Quentin Skinner et Philip Petit ont bien évidemment grandement contribué à noter meilleur compréhension de ce qu'est le tournant herméneutique qui permet de comprendre la rupture de la fin du XVIII^e siècle et l'invention des républiques modernes délaissant les républiques anciennes, tout en posant les bases de la nouvelle conflictualité née du modèle économique du libéralisme en compétition avec la république sociale comme trait de la conflictualité de l'ère contemporaine : Quentin SKINNER (trad. Muriel Zagha), *La liberté avant le libéralisme*, Paris, Seuil, 2000 ; Philip PETIT, *Républicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement*, Paris, Gallimard, 2004.
44. Ici se situe le travail de l'historien de Rousseau et Robespierre, dans la déconstruction de ce qui pour nous est évident aujourd'hui, le lien entre République et démocratie qui est le legs politique de la Convention montagnarde. Voir Pierre SERNA, « Est-ce ainsi que naît une république ? », dans Claudia MOATTI, Michèle RIOT-SARCEY, *La république dans tous ces Etats, pour une histoire intellectuelle de la république en Europe*, Paris, Payot, 2009, p. 23-56. Sur l'apprentissage démocratique progressif de l'égalité, voir Melvin EDELSTEIN, *La Révolution française et la naissance de la démocratie électorale*, Rennes, PUR, 2014.
45. Jean-Fabien SPITZ, « Rousseau et la tradition révolutionnaire française : une énigme pour les républicains », *Les études philosophiques*, n° 83, 2007, p. 445-461.
46. Voir Pierre SERNA, « La société des égaux : d'accord mais laquelle ? Lecture de l'ouvrage de Pierre Rosanvallon *La société des égaux*, Paris, Seuil, 2011 », *AHRF*, n° 368, 2012, p. 137-153.
47. Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social...*, *op. cit.*, I, 9, p. 62, voir aussi II, 11, p. 91
48. Sur le pauvre qui est soit dans la situation de l'esclave, ou du mercenaire, dans les deux cas serviles ou achetés, voir *Du contrat social*, IV, 4, « Des Comices romains », p. 155. En revanche sur l'idée qu'être libre est ne dépendre de personne et donc se trouver à l'abri de la corruption, IV, 2 « Des suffrages », p. 147.
49. Voir Albert SOBOUL, « Jean-Jacques Rousseau et le jacobinisme », dans Albert Soboul, *Paysans, Sans-Culottes et jacobins*, Paris, Librairie Clavreuil, 1966. L'idée d'Albert Soboul est que ni Rousseau, ni les jacobins n'ont su réalisé une « analyse efficace des réalités sociales du temps », p. 271. Robespierre serait resté proche d'une vision privilégiant la petite propriété, comme fondement de la société. Nous ne partageons pas cet avis : Robespierre se détache de Rousseau en posant le problème de la pauvreté au cœur de la reconstruction sociale, et affirme sa posture révolutionnaire dans son idée que la politique doit agir sur les conditions mêmes de recomposition de l'organisation économique.
50. Ferdinand DREYFUS, *L'assistance sous la Législative et la Convention (1791-1795)*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905.
51. Dans un autre cadre, on peut penser aux révoltes contre la Révolution de populations modestes, voir Roger DUPUIS, *La Politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïté du populisme*, Paris, Albin Michel, 2002
52. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC*, *op. cit.*, Tome IX, « Discours sur la nouvelle déclaration des droits », 24 avril 1793, p. 459.
53. Hervé DRÉVILLON, Diego VENTURINO (dir.), *Penser et Vivre l'honneur à l'époque moderne*, Rennes, PUR, 2011.
54. Voir Blaise BACHOFEN, *La condition de la liberté. Rousseau, critique des raisons politiques*, Paris, Payot, 2002, coll. Critique de la politique.
55. *Des administrations provinciales, Mémoires présenté au Roi par feu M Turgot*, Paris Voland, 1789.

56. Robespierre partage l'avis de la Convention votant le 18 mars 1793 la peine de mort contre tout défenseur de la loi agraire, répète le 24 avril suivant que l'égalité des biens est une chimère et dénonce les « ultra-révolutionnaires » comme des irresponsables qui risquent de faire échouer la révolution dans deux grands discours les 25 décembre 1793 et le 8 janvier 1794.
57. Jean IMBERT, *La protection sociale sous la Révolution française*, Paris, 1990.
58. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC, op. cit.*, « Sur les rapports des idées religieuses et morales avec les principes républicains », tome X, 18 floréal an II, (7 mai 1794). p. 459-464.
59. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC, op. cit.*, Tome X, « Rapport sur les principes du gouvernement révolutionnaire, fait au nom du comité de Salut Public », p. 273.
60. *Ibid.* p. 278.
61. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC, op. cit.*, Tome VII *journal des Etats généraux ou journal logographique* » tome XXXI, séance du 11 août 1791. « Discussion sur le marc d'argent et sur le cens électoral », *op. cit.*, p. 619.
62. Albert SOBOUL, *Les Sans Culottes*, Paris, Seuil, 1968, « De l'égalité des jouissances » à la limitation du droit de propriété », p. 64-74.
63. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC, op. cit.*, Tome VI, séance du 23 juin 1790 « Discours sur le traitement des évêques », p. 419 ; Maximilien ROBESPIERRE, *Mercure National*, tome II, n° 12, p. 805,
64. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC, op. cit.*, Tome IX, p. 116 ; Maximilien ROBESPIERRE, *Le Moniteur*, tome XIV, séance du 2 décembre 1792, « Opinion sur les subsistances » ; Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC, op. cit.*, Tome IX, *Lettre à ses commettants*, n° 12 p. 553-571 ; Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC, op. cit.*, Tome IX, Séance du 28 décembre 1792 « Sur l'appel au peuple dans le jugement de Louis XVI », p. 193.
65. Camille BLOCH, *Procès-verbaux et rapports du Comité de mendicité de la Constituante*, Paris, Imprimerie Nationale 1911, (4 Volumes).
66. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC, op. cit.*, Tome IX, Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité, séance du 23 janvier 1793, Eloge funèbre de Michel Lepeletier, p. 257.
67. Maximilien ROBESPIERRE, *Robespierre OC, op. cit.*, Tome X, 17 pluviôse an II (5 février 1794) « Sur les principes de morale politique qui doivent guider la Convention Nationale dans l'administration intérieure de la République », p. 359.
68. AP, Tome 67, (26 juin 1793), p. 476-497, « Discours de Maignet au nom du Comité des secours publics et projet de décret pour fonder la bienfaisance de la République comme monde de fonctionnement de la solidarité nationale. »
69. SAINT-JUST, *Œuvres complètes*, présentées et annotées par Miguel Abensour, Anne Kupiec, Paris Gallimard, 2004, Introduction « Lire Saint-Just », p. 9-100.
70. Dans les causes de l'acharnement thermidorien contre la population la plus défavorisée de la République, on n'a peu souvent pris en considération cette mise en avant par Robespierre des pauvres qui fut surement considérée comme un épouvantail social par ceux que l'on appellera les « Honnêtes gens » en l'an III.
71. Cités par Henri GUILLEMIN, *Robespierre politique et mystique*, Paris, Seuil, 1987, p. 406.
72. Philippe DE CARBONNIÈRES, *Lesueur. Gouaches révolutionnaires. Collections du Musée Carnavalet*, Paris, Paris-Musées et éditions Nicolas Chaudun, 2005
73. Bernard GAINOT, « La république comme association de citoyens solidaires. Pour retrouver l'économie politique républicaine (1792-1799) », dans Jean-Luc Chappey, Bernard Gainot, Guillaume Mazeau, Frédéric Regent et Pierre Serna, *Pour Quoi faire la Révolution*, Marseille, Agone, 2012, p. 149-180.

RÉSUMÉS

Une longue historiographie a construit, pour le critiquer ou le louer un lien d'évidence entre Rousseau et Robespierre. De fait « l'incorruptible » utilisa et se référa explicitement aux écrits de Jean-Jacques dans bien de ses discours. Pourtant, sur un point important leur opinion diffère, au moment d'apprécier le degré de citoyenneté du pauvre dans la cité. Là où le philosophe dénonce le fléau social de la pauvreté comme résultat d'une mauvaise gouvernance, Robespierre tente par un retournement de présenter la pauvreté comme un statut de dignité morale qu'il faut combattre matériellement mais placer au centre de la construction citoyenne. Ainsi, La république ne se construit pas sur le mythe du petit propriétaire de son bien, mais sur la réalité du pauvre n'ayant pour lui que la valeur de son travail à pouvoir faire fructifier. Ce n'est plus le bien foncier mais la valeur travail qui crée l'échelle d'appréciation de chacun en refondant l'idée de vertu, non comme la conséquence de l'épargne transformée en bien, mais comme le résultat d'un volontarisme répété dans le labeur quotidien sans espoir de le capitaliser

A long historiography constructed for critiquing or assessing an obvious link between Rousseau and Robespierre. Undeniably "l'Incorruptible" used and explicitly referenced the writings of Jean-Jacques in many of his speeches. However, an important point is to be made in the difference of their opinions when assessing the degree of citizenship of the poor citizens. Herein is where his philosophy denounces the social scourge of the poverty as a result of poor governance, Robespierre counters inversely, endowing the poor a certain status of moral dignity that put him at the center of the civic construct. Thus, the republic is not built on the myth of small owners prospering themselves, but on the reality of the poor having only the value of his work for wealth. It is no longer the property of the land but the valuing of work that creates the ladder of appreciation for each by reformulating the idea of virtue, not as the consequence of savings transformed in goods, but rather by the results of a repeated volunteerism in daily labor without hopes of capitalizing

INDEX

Mots-clés : Robespierre, Rousseau, République, démocratie, pauvreté, économie morale, économie politique, bienfaisance

Keywords : Robespierre, Rousseau, République, Democracy, poverty, moral economy, politic economy, charity

AUTEUR

PIERRE SERNA

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
IHRF/IHMC